

Conseil et Audit HDM
Membre de BDO International

29, rue Gabriel de Kervéguen
BP 40153
97492 SAINTE-CLOTILDE CEDEX

EurAAudit C.R.C.
Cabinet Rousseau Consultants

Immeuble « Le CAT SUD »
Bâtiment B
68, cours Albert Thomas
69008 LYON

SAPMER

Société Anonyme

Au Capital de 2 798 878 Euros

SIEGE SOCIAL :

Darse de Pêche – Magasin 10 – B.P. 2012
97823 LE PORT

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2016**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2016**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **SAPMER S.A.**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement économique et financier difficile qui persiste, rendant particulièrement complexe le choix des hypothèses économiques sous-jacentes à l'arrêté des comptes. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les modalités de détermination du périmètre ainsi que les méthodes de consolidation des sociétés constituant le Groupe sont décrites dans les notes 1.3, 1.4 et 5 de l'annexe. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces principes et des informations fournies dans l'annexe des comptes consolidés et nous nous sommes assurés de leur correcte application ;
- L'annexe en notes 1.4 et 5 mentionne l'entrée dans le périmètre de cinq nouvelles entités. Nous avons contrôlé la valorisation des éventuels écarts d'acquisition constatés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 ;
- Le groupe a souscrit des contrats de swaps de taux d'intérêt sur une partie de ses emprunts bancaires (note 1.16 de l'annexe), qui ont été valorisés à la clôture à leur juste valeur. Sur la base des études réalisées, nous avons vérifié le traitement comptable de ces contrats ;
- Les covenants stipulés au contrat d'emprunt, mentionnés en note 1.13 de l'annexe, ont été respectés au 31 décembre 2016. La dette a été reclassée en passif non courant pour un montant de 10.4 M€. Nous avons analysé et validé la position retenue par le Groupe.
- Votre société constitue des provisions pour risques et charges, telles que décrites dans les notes 1.14 et 3.11 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.
- Les modalités d'évaluation des stocks enregistrés à l'actif du bilan sont décrites en note 1.7 de l'annexe : nous avons apprécié la correcte application des méthodes d'évaluation des coûts d'entrées des biens et des méthodes de dépréciation à la clôture.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

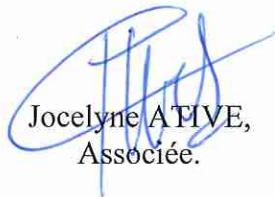
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Sainte-Clotilde et à Lyon, le 27 avril 2017

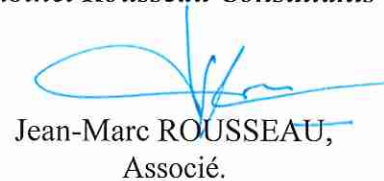
Les Commissaires aux Comptes

Conseil et Audit HDM
Membre de BDO International



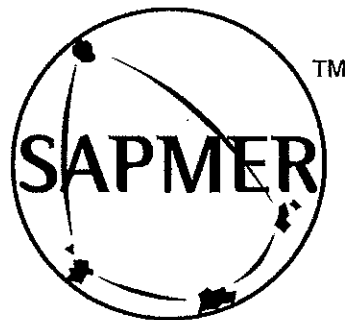
Jocelyne ATIVE,
Associée.

EurAAudit C.R.C.
Cabinet Rousseau Consultants



Jean-Marc ROUSSEAU,
Associé.

**GROUPE SAPMER
COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2016**



**NATURAL SEAFOOD
SINCE 1947**

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



SOMMAIRE

ETAT DU RESULTAT GLOBAL	3
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	4
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	5
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION ET DE CONVERSION	7
2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	12
3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX	14
4. AUTRES INFORMATIONS	19
5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	21

COMPTES CONSOLIDES JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES


ETAT DU RESULTAT GLOBAL

1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

En milliers d'€	Note	2016	2015
Chiffre d'affaires	2,1	129 523	87 209
Production stockée		-1 214	-767
Autres produits de l'activité		842	1 123
Production		129 151	87 565
Achats consommés		-30 615	-29 521
Autres achats et charges externes	2,2	-28 972	-22 342
Charges de personnel (y.c. participation des salariés)	2,3	-28 586	-23 000
Impôts et taxes		-6 783	-4 638
Autres produits et charges d'exploitation	2,2	-4 218	-2 394
EBITDA¹		29 976	5 672
Dotations aux amortissements		-7 382	-7 137
Résultat opérationnel courant		22 594	-1 465
Autres charges opérationnelles	3,11	-5 771	0
Résultat opérationnel	2,8	16 823	-1 465
Coût de l'endettement financier net		-3 227	-4 193
Autres produits et charges financiers		537	1 068
Résultat financier	2,4	-2 690	-3 125
Résultat net des activités abandonnées		0	0
Résultat avant impôts sur les bénéfices		14 133	-4 590
Impôts sur les résultats	2,5	-2 027	-1 470
Résultat net de l'ensemble consolidé		12 105	-6 060
Revenant :			
Aux actionnaires de la société mère		12 106	-6 060
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat par action	4,2	3,46	-1,73
Résultat dilué par action	4,2	3,46	-1,73
Nombre moyen d'actions ordinaires	4,2	3 498 598	3 498 598
Nombre dilué moyen d'actions ordinaires	4,2	3 498 598	3 498 598
ETAT DU RESULTAT GLOBAL			
Résultat net de l'exercice		12 105	-6 060
Ecart de conversion		0	0
Instruments financiers		630	1 036
Effet d'impôt sur les autres éléments du résultat global		0	0
Autres éléments du résultat global de la période après impôts		630	1 036
Résultat global total de la période		12 736	-5 024
Revenant :			
Aux actionnaires de la société mère		12 736	-5 024
Aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.

¹ EBITDA : résultat opérationnel avant dotations aux amortissements et dépréciations d'actifs.



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En milliers d'€	Note	2016	2015
Immobilisations corporelles	3.1	131 070	123 529
Goodwills		3 258	0
Immobilisations incorporelles	3.2	1 493	1 713
Participations dans des entreprises associées		2 051	0
Actifs financiers, créances clients et autres créances	3.6	11 015	4 692
Impôts différés	3.12	4	0
Instruments financiers dérivés		0	0
Total actif non courant		148 891	129 934
Stocks	3.3	18 206	14 255
Créances clients et comptes rattachés	3.4	32 114	12 116
Autres créances	3.5	3 171	9 048
Etat - impôts sur les bénéfices à recevoir		80	714
Instruments financiers dérivés		0	502
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.6	4 716	2 099
Total actif courant		58 287	38 733
Actifs non courants détenus en vue de la vente		0	0
Total actif		207 178	168 667
Capital social		2 799	2 799
Autres réserves		6 762	6 762
Ecart de conversion		53	0
Résultats non distribués		38 965	25 292
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		48 579	34 853
Participations ne donnant pas le contrôle		1	1
Total capitaux propres		48 579	34 853
Emprunts et dettes financières	3.7	74 730	60 559
Instruments financiers dérivés		1 600	3 184
Impôts différés	3.12	11 586	10 943
Provisions pour engagement de retraite	3.10	1 552	1 727
Provisions pour autres passifs	3.11	6 040	235
Autres dettes non courantes	3.8	0	7 466
Total passif non courant		95 508	84 114
Emprunts et dettes financières	3.7	7 905	20 035
Instruments financiers dérivés		473	0
Provisions pour autres passifs		2 229	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 768	17 730
Etat - impôts sur les bénéfices à payer		767	0
Autres dettes d'exploitation	3.8	20 949	11 934
Total passif courant		63 091	49 700
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente		0	0
Total passif et capitaux propres		207 178	168 667

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

En milliers d'€	Note	2016	2015
Résultat net avant impôt sur les bénéfices		14 133	-4 590
Dotations nettes aux amortissements et provisions		9 971	7 334
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur		278	-1 168
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		0	0
Plus et moins values de cession		96	2
Autres variations sans incidences sur la trésorerie		5 771	0
Impôts versés		0	0
Capacité d'autofinancement		30 249	1 580
Incidence de la variation BFR		-20 502	9 915
Coût de l'endettement financier net		3 227	4 193
Flux net de trésorerie généré par l'activité		12 974	15 687
Acquisition immos corporelles		-3 336	-4 150
Acquisition immos incorporelles		-13	-6
Cession d'immos corp et incorp		0	9
Trésor. nette / acquisitions & cessions de filiales / variation de périmètre		-803	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-4 152	-4 148
Augmentation de capital		0	0
Dividendes versés		0	0
Dividendes versés aux minoritaires		0	0
Variation des autres fonds propres		0	0
Encaissements provenant d'emprunts		0	0
Remboursement d'emprunts		-2 253	-7 086
Intérêts financiers nets versés		-3 241	-4 598
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-5 494	-11 684
Incidences des variations de taux de change			
VARIATION DE TRESORERIE		3 329	-146
Trésorerie à l'ouverture		1 369	1 515
Trésorerie à la clôture		4 698	1 369

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

31 décembre 2016

En milliers d'€ Note	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère				Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
	Capital social	Autres Réserves	Ecart de conversions	Résultats non distribués		
Au 1er janvier 2015	2 799	6 762	0	29 953	1	39 515
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Instruments financiers	0	0	0	1 036	0	1 036
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	1 036	0	1 036
Résultat net	0	0	0	-6 060	0	-6 060
Total des produits comptabilisés en 2015	0	0	0	-5 024	0	-5 024
Autres variations	0	0	0	363	0	363
Variation de périmètres	0	0	0	0	0	0
Effet des options de souscriptions	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2015	2 799	6 762	0	25 292	1	34 853
Au 1^{er} janvier 2016	2 799	6 762	0	25 292	1	34 853
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0
Instruments financiers	0	0	0	630	0	630
Total des produits / charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	630	0	630
Résultat net	0	0	0	12 106	0	12 106
Total des produits comptabilisés en 2016	0	0	0	12 736	0	12 736
Autres variations	0	0	0	487	0	487
Variation de périmètres	0	0	53	451	0	504
Effet des options de souscriptions	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Dividendes versés	0	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2016	2 799	6 762	53	38 966	1	48 579

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les notes 1 à 5 font partie intégrante des états financiers consolidés.



NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

> IAS 27 « Etats financiers individuels ».

Dans l'ensemble des états financiers et annexes, les montants sont indiqués en milliers d'Euros (k€) et les différences de ± 1 k€ sont dues aux arrondis.

Les états financiers consolidés comprennent la société SAPMER SA et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme « le Groupe ».

SAPMER est l'opérateur historique de la grande pêche dans les eaux des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) au départ de l'île de la Réunion. Créée en 1947, SAPMER exploite une flotte en pleine propriété de quatre palangriers congélateurs pour la pêche à la légine, un chalutier caseyeur congélateur pour la pêche à la langouste et cinq thoniers senners surgélateurs (surgélation à bord à -40°C) pour la pêche au thon (Albacore et Listao) dans l'Océan Indien.

Ces états financiers ont été arrêtés le 28 mars 2017 par le conseil d'administration.

1. RESUME DES PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

1.1. BASE DE PRÉPARATION

Principes comptables

Les Etats Financiers Consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Au 31 décembre 2016, le référentiel tel qu'adopté par l'Union Européenne et utilisé par SAPMER pour l'établissement de ses états financiers ne présente pas de différence avec le référentiel publié par l'IASB. Le référentiel tel qu'adopté par l'Union Européenne est disponible sur le site internet :

<http://ec.europa.eu/internalmarket/accounting/iasfr.htm#adopted-commission>

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des navires pour lesquels la valeur comptable a été remise à sa « juste valeur » au 1^{er} janvier 2007.

La préparation des états financiers en conformité avec le référentiel IFRS suppose l'utilisation de jugements et d'estimations comptables significatifs. Il suppose que la direction établisse des estimations et des hypothèses concernant les procédures d'application de méthodes comptables du Groupe. Les domaines impliquant un degré plus élevé de jugement et de complexité, ou les domaines où les hypothèses et estimations sont significatives par rapport aux comptes consolidés sont décrits dans la note 1.18.

1.2. EVOLUTION DES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRETATIONS

Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2016

Les nouveaux amendements aux normes et interprétations d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2016 n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe :

- > IAS 1 « Présentation des états financiers » ;
- > IAS 41 « Agriculture »
- > Les normes IAS 38 « Immobilisations incorporelles » et IAS 16 « Immobilisations corporelles » ;
- > La norme IFRS 11 « Partenariats » ;

Le groupe n'a pas choisi d'appliquer par anticipation des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2016.

1.3. CONSOLIDATION

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe, directement ou indirectement, contrôle plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer le contrôle sur les opérations, sont consolidées par intégration globale. Sont ainsi incluses dans le périmètre de consolidation toutes les sociétés dont la société SAPMER SA détient directement ou indirectement 20% des droits de vote au 31 décembre 2016.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles ne sont plus consolidées à partir de la date où le contrôle cesse. La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'achat de sociétés par le Groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, notamment les créances, dettes, produits et charges entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes inclus dans les stocks et les plus ou moins-values réalisées sur des opérations de cession d'immobilisations entre des sociétés du Groupe.

Le conseil d'administration de Sapmer SA du 20 octobre 2016 a autorisé le rachat en date du 30 décembre 2016, des filiales opérationnelles mauriciennes et seychelloises par Sapmer SA.

Ces opérations de cession ont fait l'objet de contrats de cession d'actions entre Sapmer Holding Pte Ltd et Sapmer SA.

Le paiement des transferts d'actions susmentionnés a été effectué par compensation des sommes dues par Sapmer Holding Pte Ltd à Sapmer SA.

Les résultats des sociétés cédées de l'exercice en cours, ouvert au 1^{er} janvier 2016 demeurent acquis au Cessionnaire.

La liste des principales sociétés du groupe figure en Note 5. La date de clôture annuelle des états financiers individuels est le 31 décembre ou 30 juin .

COMPTES CONSOLIDES JOINTS AU RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1.4. MODALITÉS DE CONSOLIDATION

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Méthodes de consolidation:

La méthode utilisée est l'intégration globale Pour la filiale sous contrôle conjoint, la méthode de mise en équivalence est utilisée.

Méthode de conversion:

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des sociétés du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités (« la monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en Euros, qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société.

Les comptes des sociétés étrangères, dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro, sont convertis selon les principes suivants :

- Les postes de bilan sont convertis au taux de clôture à l'exception des capitaux propres pour lesquels sont appliqués les cours historiques;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Ecart de conversion ».



Les écarts d'acquisition d'une société étrangère sont convertis au taux de clôture.

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées au taux de change de la date d'opération.

Les gains ou les pertes résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des créances et dettes en monnaie étrangère aux taux en vigueur à la date de clôture, sont appréhendés dans le compte de résultat sur la ligne « résultat financier ».

Les cours utilisés sont indiqués dans le tableau ci-après :

	cours au 31/12/2016	cours moyen de l'exercice
roupie Mauricien (MUR)	37.9297	39.3157
dollar US (USD)	1.0541	1.1069

Les différences de change ayant trait à un élément monétaire qui fait en substance partie intégrante de l'investissement net d'une entreprise dans une entreprise étrangère consolidée sont inscrites dans les capitaux propres consolidés, nette d'effet d'impôt sur le résultat si applicable, jusqu'à la cession ou à la liquidation de cet investissement net.

Au 31 décembre 2016, le groupe a pour monnaie fonctionnelle l'euro ; suite à la variation de périmètre, un écart de conversion de 53 k€ a été comptabilisé dans ses comptes.

Ecarts d'acquisition:

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Si le prix d'acquisition d'une entreprise diffère de la quote-part de capitaux propres correspondant, l'écart de première consolidation est analysé et ventilé dans les postes du bilan appropriés.

L'écart entre la valeur des titres acquis et la juste valeur de la quote-part d'actif net identifié à la date de prise de participation est porté à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ».

Au 31 décembre 2016, suite à la réorganisation du groupe, un écart d'acquisition (goodwill) de 3.258 k€ a été constaté dans les comptes du Groupe.

Les acquisitions étant réalisées le 30 décembre 2016, aucun indice de perte de valeur n'a été relevé. Le goodwill donnera lieu conformément à la norme IAS 38, à l'affectation aux UGT dans le délai d'un an et aux tests de dépréciation en découlant.

1.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition ou d'apport.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels et les permis de mise en exploitation (de navires).

Le groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est définie ou indéfinie.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication de dépréciation de l'immobilisation incorporelle. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité définie sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

La durée d'amortissement des principales immobilisations incorporelles est :

- Logiciel : 3 ans à 5 ans ;
- Permis de mise en exploitation : 22 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (hors navires) sont inscrites à leur coût d'acquisition (où de production interne) diminué du cumul des amortissements et pertes de valeur.

Les navires au bilan du groupe au 1er janvier 2007 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à cette date.

Les navires sont décomposés en 4 à 6 composants suivant le type de navires (et activités), y compris l'élément « grosse réparation ».

Chaque composant ayant sa durée d'utilité propre, toutefois le composant le plus significatif « structure » représente de 75 à 85% de la valeur du navire.

Les durées d'utilité des bateaux sont déterminées en fonction de l'utilisation probable que la société fera desdits navires pour poursuivre leur exploitation actuelle, dans un contexte similaire, sous réserve que cette durée ne dépasse pas la durée de vie restante du navire (dans l'activité actuelle).

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession en tenant compte d'une valeur résiduelle et calculés selon le mode linéaire, soit généralement :

- Agencements et aménagements : 3 à 12 ans
- Matériel Bureau & Informatiques : 3 à 5 ans
- Mobilier : 3 à 5 ans
- Matériel de transport : 3 à 5 ans
- Navires: structure : 15 à 25 ans
- Navires: grosse réparation : 5 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture. La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour la ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Contrat de location financement ou location simple

Les contrats de location financement immobiliers et mobiliers où le Groupe assume la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué sont comptabilisés au bilan au début de la période de location à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Chaque redevance est partagée entre une dette financière et une charge financière, afin d'obtenir un taux d'intérêt constant. La charge financière est comptabilisée dans le compte de résultat sur la période du contrat. Les constructions, les aménagements et équipements acquis lors d'un contrat de location financement sont amortis sur la période la plus courte entre la durée de vie estimée de l'actif et le contrat de location, sauf dans les cas où il existe une assurance raisonnable que le loueur obtienne la propriété du bien à la fin du contrat de location financement, auquel cas, l'amortissement est alors calculé sur la durée d'utilisation du dit bien.

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simples (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charge au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Quand un contrat de location simple se termine avant l'expiration de la période de location, les pénalités de sortie sont comptabilisées en charges de la période où le contrat se termine.

Dans le cadre de l'acquisition des 3 thoniers senneurs « Franche Terre », « Manapany » et « Bernica » le Groupe a utilisé un dispositif d'aide fiscale prévu en faveur des investissements productifs réalisés dans les départements d'outremer. Ce dispositif prévoit l'acquisition par des investisseurs privés, via des sociétés de portage, des navires en contrepartie d'avantages fiscaux. La société de portage met les navires en location pendant une durée de 15 ans.

Au terme des 5 premières années du contrat : engagement de la Sapmer de racheter les navires moyennant un prix égal au capital restant dû sur le crédit-vendeur et engagement par les investisseurs de vendre leurs parts dans les sociétés de portage pour 1€



symbolique à la Sapmer. Le double engagement de vente et d'achat implique la classification du contrat de location en contrat de financement car dès la signature des contrats les risques et avantages inhérents à la propriété des navires sont transférés à la Sapmer.

Les apports des investisseurs sont comptabilisés en moins de la valeur brute des immobilisations. La quote-part de subvention est donc enregistrée en moins des dotations de l'année.

Au 31 décembre 2015, la période de conservation des titres étant écoulée, Sapmer a donc racheté la totalité des parts des trois sociétés de portage conformément au double engagement donné et reçu.

Au 31 décembre 2016, l'engagement de rachat par Sapmer des trois navires, objet de ces contrats de financement a été respecté.

1.6. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES, PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, augmenté le cas échéant des frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, lorsqu'elle est considérée comme durable. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de l'un ou plusieurs des éléments suivants : quote-part de capitaux propres, comparables, plus-value potentielle sur éléments du patrimoine, perspectives de rentabilités mesurées à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

En 2014, Sapmer est entré dans le capital de la SAS Ecoex, société d'éco-extraction, nouvellement créée. Une dépréciation des titres de 49 k€ a été constatée à la clôture.

Le groupe ne disposait pas de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2016

1.7. STOCKS

Les stocks d'approvisionnement sont valorisés selon la méthode du FIFO (First In First Out), puisque plus sensibles aux variations de prix en particulier pour les stocks d'appâts et de gasoil.

Les stocks de produits pêchés, produits finis et encours de production sont valorisés à partir du coût de production de l'année fiscale conformément à la norme IAS 2.

Une provision pour dépréciation a été constituée :

- chaque fois que la valeur de réalisation ou le cours du jour était inférieur à la valeur d'inventaire, d'une part
- en fonction de la rotation des différentes catégories d'articles, d'autre part.

1.8. CRÉANCES

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

1.9. IMPÔTS DIFFÉRÉS ET COURANTS

Quand la base fiscale est différente de la base comptable, il convient de constater en consolidation un impôt différé actif ou passif.

La base fiscale fait référence aux valeurs inscrites dans les liasses de consolidation et déclarations fiscales individuelles.

La charge d'impôt est ajustée en conséquence de la manière suivante :

- quand le retraitement majore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé passif qui vient en diminution de ce résultat ou ces réserves,
- quand le retraitement minore le résultat ou les réserves, il convient de constater un impôt différé actif qui vient en augmentation de ce résultat ou de ces réserves.

Par ailleurs, la méthode de l'impôt différé fait référence à la notion de décalage temporaire :

- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une minoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une majoration d'impôt ;
- si l'ajustement en consolidation de l'impôt se traduit par une majoration d'impôt sur l'année N, il faudra constater à l'issue du décalage temporaire l'inverse, c'est-à-dire une minoration d'impôt.

Enfin, pour ne pas fausser l'image donnée par les comptes consolidés, l'incidence des écritures passées pour la seule application des législations fiscales du pays où se situe l'entreprise consolidée est éliminée.

Le taux d'imposition retenu pour le calcul des impôts différés relatifs aux sociétés françaises du Groupe est, pour l'exercice clos en 2016 de 28.92 % pour les impôts différés long terme et 33.33 % pour les impôts différés court terme. L'impact de cette diminution du taux d'imposition à horizon 2020 est de 756 k€, constaté en produit d'impôts.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une forte probabilité d'imputation des charges fiscales sur des résultats fiscaux positifs futurs.

Les impôts courants sont déterminés sur la base de taux d'impôts (et des règlementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où le Groupe est présente et génère du résultat imposable.

1.10. TRÉSORERIE NETTE

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Pour le bilan, le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les valeurs mobilières de placement (avec des maturités inférieures à 3 mois ou libérables à tout moment).

Les découverts bancaires figurent au passif courant dans les « emprunts ».

1.11. CAPITAL

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les charges externes directement connectées à une émission d'actions nouvelles, autres que pour un rachat, nettes de taxes, viennent en moins de la prime d'émission. Lorsque la société ou ses filiales achètent ses propres actions, le prix payé incluant les coûts afférents nets de taxes est déduit des capitaux propres jusqu'à leur cession. Au moment de leur cession, la plus ou moins-value réalisée est comptabilisée en capitaux propres.

1.12. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

L'incidence des provisions réglementées, notamment les amortissements dérogatoires, a été éliminée.

Le retraitement correspondant a consisté en l'élimination du résultat des sociétés consolidées, des dotations et reprises comptabilisées au cours de l'exercice, et en la réintégration du solde d'ouverture dans le poste « réserves consolidées ».



1.13. Dettes financières

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, nettes des coûts de transaction encourus. Elles sont ensuite maintenues à leur coût amorti.

Les dettes financières sont classées en passif courant sauf si le Groupe a un droit inconditionnel de différer le remboursement sur une période supérieure à 12 mois après la date de clôture annuelle.

La Société et ses filiales ont contracté divers emprunts et lignes de crédit. Ces emprunts et lignes de crédit sont garantis par des sûretés sur les actifs financés et/ou par des ratios financiers, déterminés au niveau local ou consolidé.

Un emprunt de 17M€ a été contracté en 2012, les covenants suivants ont été définis :

- le ratio Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres consolidés doit être inférieur à 2 jusqu'à fin 2014 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- le ratio Dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

Le non-respect d'un ou de ces deux ratios n'entraîne pas d'exigibilité anticipée.

Un emprunt de 13M€ a été contracté en 2012, les covenants suivants ont été définis :

- le ratio Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres consolidés doit être inférieur à 2.3 jusqu'à fin 2012, 2 sur 2013 puis 1,5 jusqu'à la fin du crédit ;
- le ratio Dette nette consolidée sur le résultat opérationnel augmenté des dotations aux amortissements et provisions consolidé doit être inférieur à 4,5 sur 2012, 3,5 sur 2013 et inférieur à 3 par la suite.

Le non-respect d'un ou de ces deux ratios à la clôture de l'exercice N peut entraîner une « mise en défaut » de la société si les ratios ne sont pas respectés dans les comptes clos de l'exercice N+1.

- Par courrier du 13 mars 2015, l'AFD a accepté les ratios présentés pour 2013 et 2014 et n'a pas mis en jeu la clause d'exigibilité. L'AFD a également accordé à SAPMER pour 2015 la modification du ratio dette nette consolidée sur les capitaux propres inférieur à 1.8 et du ratio dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé inférieur à 5.5.
- Par courrier du 21 juillet 2016, l'AFD a formalisé la confirmation du bris du covenant en 2015, accepte les ratios 2015 présentés et accorde à SAPMER pour 2016 et 2017 la modification du ratio dette nette consolidée sur les capitaux propres inférieur à 2 pour 2016 puis jusqu'à la fin du remboursement du crédit, inférieur à 1.5 et du ratio dette nette consolidée sur l'EBITDA consolidé inférieur à 5.0 en 2016 et inférieur à 3.0 à partir de 2017 jusqu'à la fin du remboursement du crédit.

Les objectifs sur les ratios « Gearing (Dettes nettes sur Capitaux propres) » et « Leverage (Dettes nettes sur EBITDA) » ont été atteints en 2016, la dette a donc été reclassée en passif non courant.

Le ratio de Dette nette consolidée sur les Capitaux Propres représente :

En milliers d'€	2016	2015
Dette nette consolidée (Note 3.6)	77 391	74 334
Capitaux propres	48 579	34 853
Ratio d'endettement	1.59	2.13

La Dette nette consolidée correspond au total des emprunts diminué de la trésorerie et des crédits vendeur / compte-courants classés en actifs non courants.

Au 1^{er} trimestre 2016, Sapmer SA a transmis à l'ensemble des banques ayant participé au financement de ses 5 thoniers, une demande de report de ses échéances en capital sur une durée d'un an à partir du 31 mars 2016 afin de mobiliser sa trésorerie sur son programme d'investissements lancé en 2015. Tous nos partenaires financiers ont accepté ce moratoire.

1.14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges et autres risques.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. La Direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

1.15. AVANTAGE AU PERSONNEL

Engagement de retraite

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les obligations des sociétés du Groupe liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2016 selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Les paramètres retenus tiennent compte :

- d'une hypothèse d'âge de départ à la retraite,
- d'un taux prévisionnel de progression annuelle des salaires,
- de l'ancienneté du personnel,
- de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite, dans chacun des pays concernés,
- et d'un taux d'actualisation correspondant à la rentabilité des placements à long terme.

Participation/ intéressement et primes attribuées aux salariés

Le Groupe reconnaît une dette et une charge de personnel pour primes/ intéressement et participation suivant des formules de calculs tenant compte du résultat des sociétés concernées. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il y a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

1.16. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt ou des contrats à terme de devises étrangères pour se couvrir des risques associés aux fluctuations des taux d'intérêts ou de change. Ces instruments financiers sont évalués en fonction du marché (« Mark to Market ») à chaque arrêté comptable, à leur juste valeur.

La valeur de marché, comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre, est une indication instantanée calculée à partir des anticipations sur l'évolution future des marchés et est en conséquence susceptible d'évoluer, favorablement ou défavorablement, en fonction des mouvements des marchés.

Les instruments dérivés sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque la juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque la juste valeur est négative.



Pour les besoins de la comptabilité de couverture, les couvertures sont qualifiées :

- soit de couvertures de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, ou d'un engagement ferme ;
- soit de couvertures de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui est attribuable soit à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé, soit à une transaction future hautement probable ou au risque de change sur un engagement ferme. La couverture du risque de change d'un engagement ferme est comptabilisée comme une couverture de flux de trésorerie.

Le profit ou la perte correspondant à la partie efficace de l'instrument de couverture est comptabilisé directement en capitaux propres alors que la partie inefficace est comptabilisée en résultat.

1.17. MODALITÉS DE CALCUL DU RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net par action (dilué) est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice ajusté de l'impact de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Le Groupe ne dispose plus au 31 décembre d'instruments dilutifs.

1.18. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Jugements

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe décrites ci-dessus, la Direction a réalisé les jugements suivants qui ont un impact significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers (à l'exclusion de ceux impliquant des estimations. Lesquels sont présentés dans les paragraphes ci-dessous).

Provision pour autres passifs

La Direction base ses jugements sur les circonstances relatives à chaque événement et compte tenu des informations disponibles. Cependant, étant donné les difficultés à estimer certains engagements dans ces domaines (notamment sociaux, environnementaux et commerciaux), on ne saurait exclure que les coûts dépasseront finalement les montants provisionnés.

Utilisation d'estimations

Le Groupe fait des estimations et des hypothèses relatives à l'avenir. Les estimations et les hypothèses qui présentent un risque d'entraîner un ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours des exercices suivants sont :

- La détermination de la juste valeur des instruments financiers (couvertures de taux d'intérêts) ;
- Les impôts différés.

Le contexte actuel de crise économique rend l'appréhension des perspectives économiques et financières plus complexe. C'est dans

ce contexte de crise que le groupe a réalisé ses estimations et appréciations en toute rigueur et au mieux de sa connaissance.

Au 31 décembre 2016, la capitalisation boursière du groupe s'élève à 54 M€ (cours de Bourse de l'action au 31 décembre 2016 : 15.49 euros), soit un montant supérieur au montant des capitaux propres à cette même date (48.6 M€).

Continuité d'exploitation

Du fait des opérations de financement conclues avec succès et des mesures mises en œuvre pour suivre et contrôler les variations de besoin en fond de roulement et malgré le montant significatif de dette additionnelle nécessaire pour financer les investissements au cours de ces dernières années, le groupe a su maîtriser sa position à court terme en matière de liquidité. Selon ses attentes, le plan d'amélioration de l'organisation thonière a commencé à porter ses fruits et sera donc poursuivi en 2017. La performance opérationnelle du Groupe sera capable d'assurer la continuité de son exploitation avec son niveau d'endettement actuel. Après examen, la Direction estime que le Groupe a les ressources adéquates pour poursuivre son exploitation dans un futur proche. Par conséquent, le Groupe continue de préparer ses états financiers consolidés sur une base de continuité d'exploitation.

1.19. INFORMATION SECTORIELLE

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La présentation sectorielle est fondée sur les systèmes de reporting internes du Groupe et est organisée en deux segments :

- L'activité « Pêcherie » qui comprend les ventes de langoustes et autres poissons pêchés par le chalutier caseyeur, légines et autres poissons pêchés par les palangriers, et thons bruts (thons pêchés et non valorisés),
- L'activité « Valorisation » qui comprend les ventes de thons transformés (thons pêchés et processés en longes, steaks,...).

1.20. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les actifs non courants (ou groupe d'actifs), et les passifs y afférent, sont classés comme "détenus en vue de la vente" lorsque leur valeur comptable sera principalement recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Ce classement implique que les actifs (ou le groupe d'actifs) destinés à être cédés soient disponibles en vue de leur vente immédiate, en leur état actuel, et que la vente soit hautement probable.

Le caractère hautement probable de la vente est apprécié en fonction des critères suivants : la direction s'est engagée dans un plan de cession des actifs (ou du groupe d'actifs) et un programme pour trouver un acheteur et finaliser le plan a été lancé. De plus, les actifs doivent être activement commercialisés en vue de la vente à un prix raisonnable par rapport à sa juste valeur. La vente des actifs (ou du groupe d'actifs) est supposée intervenir dans le délai d'un an à compter de sa classification en actifs détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou groupe d'actifs) destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente sont évalués à la valeur comptable antérieure des actifs ou à leur juste valeur minorée des coûts de cession si celle-ci est inférieure.



2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. PRODUCTION

Le chiffre d'affaires comprend la vente des produits pêchés et transformés et les prestations de stockage pour le compte de tiers.

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Activité pêche	114 955	75 402	52,46%
Valorisation	14 568	11 807	23,38%
Total chiffre d'affaires	129 523	87 209	48,52%

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Japon	11 598	8 268	40,28%
Asie	61 220	38 141	60,51%
Réunion & Maurice	6 232	5 967	4,44%
Amérique du Nord	10 320	9 816	5,13%
Métropole et CEE	24 118	15 215	58,51%
Autres	16 035	9 802	63,59%
Total chiffre d'affaires	129 523	87 209	48,52%

Les autres produits de l'activité comprennent :

- les prestations de gestion des navires, les remboursements d'assurance et autres produits divers.

2.2. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Transport sur vente	5 931	3 207	84,94%
Locations	2 762	2 175	27,00%
Primes d'assurance	1 420	1 544	-8,05%
Autres charges d'exploitation	15 761	12 887	22,30%
Déplacements et missions	3 098	2 530	22,46%
Total Autres achats et charges externes	28 972	22 342	29,68%

Les autres charges d'exploitation sont constitués par :

- les charges de gestion groupe et licences thoniers.

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIF

	2016	2015	Variation en %
Effectif			
Officiers	139	122	13,93%
Matelots	391	342	14,33%
Total Mer	530	464	14,22%
Cadres et assimilés	19	16	18,75%
Employés	27	28	-3,57%
Ouvriers	30	25	20,00%
Total Terre	76	69	10,14%
Total effectifs	606	533	13,70%

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Salaires bruts	21 919	18 143	20,81%
Intérimaires	3 982	2 993	33,04%
Charges non décaissables liées aux options de souscription			
Charges sociales et autres charges de personnel	2 686	1 863	44,13%
Charges de personnel	28 586	23 000	24,29%

2.4. RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Produits des placements financiers	59	83	5000,00%
Charges d'intérêts	-3 286	-4 276	-23,15%
Coût de l'endettement financier net	-3 227	-4 193	-23,04%
Variation des provisions financières	-49	0	
Autres charges et produits financiers	-320	1 139	-128,06%
Résultat de change	906	-71	1370,26%
Résultat financier	-2 690	-3 125	-13,92%



2.5. RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPÔT

En milliers d'€	2016	2015
Courants	1 840	0
Différés (Note 3.12)	187	1 470
Total	2 027	1 470

Les différences constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France, retenu pour l'établissement des comptes consolidés, et le taux effectif constaté sur l'exercice sont les suivantes :

En milliers d'€	2016	2015
Résultat consolidé avant impôts	14 133	-4 590
<i>Charges fiscales théoriques (33,33%)</i>	4 710	-1 530
<i>Impact sur l'impôt</i>	0	0
<i>Incidences des différences permanentes</i>	192	263
<i>Incidences des différences temporaires</i>	0	0
<i>Incidence de situations fiscales particulières</i>	0	-50
<i>Incidence des différences de taux d'imposition</i>	-721	0
<i>Autres</i>	-2 154	2 787
<i>Charge d'impôt inscrite au compte de résultat ensemble des activités</i>	2 028	1 470
<i>Impact de l'activité cédée sur l'impôt différé</i>	0	0
Charge d'impôt inscrite au compte de résultat activités poursuivies	2 028	1 470

2.6. RÉPARTITION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En milliers d'€	2016	2015
Activité pêche	25 356	5 140
Valorisation	-8 534	-6 605
Résultat opérationnel avant changement de périmètre	16 823	-1 465
Résultat opérationnel des activités cédées	0	0
Résultat opérationnel	16 823	-1 465

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



3. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU TABLEAU DES FLUX

3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'€	Immobilisations en cours	Terrains et Constructions	Navires et révisions	Autres immobilisations corporelles	Total
Au 31 décembre 2015					
Valeur nette à l'ouverture	279	450	125 329	150	126 208
Différences de change					
Actifs non courants détenus en vue de la vente					
Variation de périmètre					
Acquisitions / mise en service	172	11	4 172	58	4 413
Cessions	-263		-4	-6	-273
Apport des défiscaliseurs			1 999		1 999
Dépréciations / Amortissements		-240	-8 475	-101	-8 816
Valeur nette à la clôture	188	221	123 022	104	123 529
Au 31 décembre 2016					
Valeur brute	188	3 075	194 010	923	198 195
Apport des défiscaliseurs			-18 522		-18 522
Dépréciation cumulée		-2 853	-52 466	-825	-56 144
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	188	221	123 022	102	123 529
Au 31 décembre 2015					
Valeur nette à l'ouverture	188	221	123 022	102	123 529
Différences de change					
Actifs non courants détenus en vue de la vente					
Variation de périmètre	228	198	5 497	189	6 112
Acquisitions / mise en service	356		8 412	15	8 783
Cessions / Diminution	-188	0	-94	0	-282
Apport des défiscaliseurs			1 999		1 999
Dépréciations / Amortissements		-206	-8 800	-62	-9 068
Valeur nette à la clôture	584	213	130 036	244	131 070
Au 31 décembre 2016					
Valeur brute	584	3 273	207 825	1 127	212 808
Apport des défiscaliseurs			-16 523		-16 523
Dépréciation cumulée		-3 059	-61 266	-887	-65 212
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	584	213	130 036	244	131 070

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Activité pêche	131 070	123 529	6%
Valorisation			
Total	131 070	123 529	6%



3.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'€	Permis de mise en exploitation	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2015			
Valeur nette à l'ouverture	1 289	739	2 028
Différences de change			
Changement de périmètre			
Acquisitions ou transfert		13	13
Cessions		-7	-7
Dépréciations / Amortissements	-88	-234	-322
Valeur nette à la clôture	1 201	511	1 713
Valeur brute	2 000	1 199	3 199
Amortissement cumulé	-799	-687	-1 486
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	1 201	511	1 713
Au 31 décembre 2016			
Valeur nette à l'ouverture	1 201	511	1 713
Différences de change			
Variation de périmètre		79	79
Acquisitions ou transfert		0	
Cessions			
Dépréciations / Amortissements	-88	-212	-300
Valeur nette à la clôture	1 113	378	1 493
Valeur brute	2 000	1 278	3 278
Amortissement cumulé	-887	-899	-1 786
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	1 113	378	1 493

3.3. STOCKS

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Matière Première et autres approvisionnements	5 622	6 150	-8,59%
Produits Intermédiaires et Finis	8 526	9 727	-12,34%
Variation de périmètre	4 843	0	
Moins : provision pour dépréciation	-422	-1 622	-74,00%
Variation de périmètre	-363	0	
Total	18 206	14 255	27,72%

Evolutions des provisions pour dépréciation – en milliers d'€	2016	2015
Valeur à l'ouverture	1 622	1 249
Augmentation	422	1 622
Diminution	-1 622	-1 249
Valeur à la clôture	422	1 622

Dépréciation pratiquée au regard des prix de vente du mois de décembre 2016

3.4. CRÉANCES CLIENTS

En milliers d'€	2016	2015	Variation en %
Créances clients brutes	24 797	12 131	104,41%
Variation de périmètre	7 332		
Moins : provision pour dépréciation	-15	-15	2,13%
Total	32 114	12 116	165,05%

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

3.5. AUTRES CRÉANCES

En milliers d'€	2016	2015
Avances et acomptes versés	383	333
Charges constatées d'avance	1 466	1 110
Autres créances d'exploitation	191	7 604
Variation de périmètre	1 132	
Moins : provision pour dépréciation		
Total	3 171	9 048

3.6. DISPONIBILITÉS/ TRÉSORERIE ET DETTE NETTE

En milliers d'€	2016	2015
Valeurs mobilières de placement	0	0
Soldes bancaires	3 312	2 099
Disponibilités	3 312	2 099
Découverts bancaires	-18	-730
Variation de périmètre	1 404	0
Total trésorerie	4 698	1 369

En milliers d'€	2016	2015
Dettes financières	82 635	80 594
Actif non courant	-527	-4 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-4 716	-2 099
Dettes nettes	77 391	74 334

Les dettes sur cessions de filiales sont des crédits vendeurs sur plusieurs années. Leur rémunération étant à un taux proche du marché, il n'est pas nécessaire d'effectuer de retraitement (IAS 18).

3.7. DETTES FINANCIÈRES

Variation des dettes financières au cours de l'exercice :

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Variation des dettes financières au cours de l'exercice	2016	2015
A l'ouverture	79 864	87 344
Différences de change		
Intérêts courus non échus	-12	-408
Variation dettes sur participation	19	14
Variation de périmètre	61	
Nouveaux emprunts	4 937	
Remboursement d'emprunts	-2 253	-7 086
A la clôture	82 617	79 864
Découverts bancaires	18	730
Total des dettes financières	82 635	80 594

La répartition des emprunts par type de taux et de devises :

En milliers d'€	2016	2015
Emprunts par type de taux		
Taux fixe	24 848	26 518
Taux variable	51 274	51 857
Variation de périmètre	61	
Avant gestion de la dette	76 183	78 375
Taux fixe	74 622	76 875
Taux variable	1 500	1 500
Variation de périmètre	61	
Après gestion de la dette	76 183	78 375
Emprunts par type de devises		
Euros	76 122	78 375
Autres devises		
Variation de périmètre	61	
Emprunts bancaire par devise	76 183	78 375



En milliers d'€	2016	2015
Activité pêche	76 122	78 375
Valorisation variation de périmètre	61	
Total	76 183	78 375

3.8. AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

En milliers d'€	2016	2015
Autres dettes non courantes	0	7 466
Total non courant	0	7 466
Dettes sociales et fiscales	7 883	5 212
Avances et acomptes reçus	0	1 080
Autres apports financiers		
Produits constatés d'avance		
Autres dettes d'exploitation	6 758	5 642
Variation de périmètre	6 308	
Total courant	20 949	11 934

3.9. ETAT DES ÉCHEANCES DES EMPRUNTS ET DETTES

Analyse des passifs financiers et autres dettes En milliers d'€	Part à plus			Total dettes
	Part à moins d'1 an	d'1 an et moins de 5 ans	Part à plus de 5 ans	
Au 31 décembre 2016				
Emprunts bancaires	6 696	28 832	40 594	76 122
Autres emprunts	700	4 237		4 937
Variation de périmètre		61		61
Dettes sur participation		1 005		1 005
Intérêts courus non échus	491			491
Découverts bancaires	18			18
Emprunts et dettes financières	7 905	34 136	40 594	82 634
Autres apports financiers				0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 911			13 911
Variation de périmètre dettes fournisseurs	16 857			-16 857
Avances et acomptes reçus	0			0
Dettes fiscales, sociales	7 883			7 883
Autres dettes	6 758			6 758
Variation de périmètre autres dettes	6 308			6 308
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
Total	59 622	34 136	40 594	134 352

3.10. PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les mouvements de la provision pour engagement de retraite sont les suivants :

PROVISION POUR ENGAGEMENT DE RETRAITE En milliers d'€	2016	2015
A l'ouverture	1 727	1 922
Coût des services rendus	242	320
Coût financier	35	29
Pertes et Gains actuariels	-686	-544
Reprise de provision		
Contributions payées		
Variation de périmètre	235	
A la clôture	1 552	1 727

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul des engagements sur les principales sociétés sont :

- un taux d'actualisation Taux iBoxx € Corporates AA 10+ plus un marge soit un taux de 1.31 % (2.03 % en 2015)
- un taux de mortalité basés sur des statistiques officielles (Insee).

Le Groupe ne couvre pas l'engagement de retraite par des versements à un fonds. Il n'y a donc pas de taux de rendement des actifs correspondants.

3.11. PROVISIONS POUR AUTRES PASSIFS

Les provisions pour risques et charges se rapportent principalement à des provisions pour litiges.

Changement de périmètre/ Reclassement	Provisions pour autres passifs
Au 1/1/2015	387
Différences de change	
Changement de périmètre/ Reclassement	
Dotations aux provisions	0
Reprises (provision utilisée)	-152
Reprises (provision non utilisée)	
Au 31/12/2015	235
Au 1/1/2016	235
Différences de change	
Changement de périmètre/ Reclassement	
Dotations aux provisions	8 034
Reprises (provision utilisée)	
Reprises (provision non utilisée)	
Au 31/12/2016	8 269

Le groupe a entamé en 2016 une restructuration de l'activité valorisation. En conséquence, une provision a été constatée.

Nous avons fait l'objet d'un contrôle fiscal portant sur les années 2012-2013 et 2014. Les conclusions de l'administration nous ont été remises fin 2016. Nous contestons et rejetons le bien-fondé de la rectification et demandons à l'Administration d'abandonner la quasi-totalité des conséquences financières. Nous avons constitué une provision sur les rehaussements acceptés.

3.12. IMPÔT DIFFÉRÉ

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles selon la méthode du report variable en utilisant un taux principal de 33,33% pour les impôts différés CT. Nous avons appliqué le taux de 28,92 % pour les impôts différés LT.

Les mouvements sur le compte « impôts différés » sont décrits ci-dessous :

En milliers d'€	2016	2015
A l'ouverture	-10 943	-8 774
Différences de change		
Engagement de retraite	-199	-181
Impôts différés sur Instruments financiers (Etat du Résultat global)	-256	-518
Produit/ charge (Note 2.5)	-187	-1 470
A la clôture	-11 586	-10 943

Le tableau ci-dessous indique les montants après compensation, le cas échéant, dans le bilan consolidé :

En milliers d'€	2016	2015
Impôts différés Actif		
Impôts différés Passif	-11 586	-10 943
Total	-11 586	-10 943

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés entre les entités françaises dans les états financiers du Groupe car les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et les sociétés sont intégrées fiscalement.

La ventilation des impôts différés est la suivante :



En milliers d'€	2016	2015
Elimination des marges en stocks		
Activation du crédit bail	-5 480	-5 203
Annulation des provisions réglementées	-2 272	-2 896
Retraitements de consolidation sociaux - ifrs	-5 027	-4 350
Provision pour indemnités de fin de carrière	382	576
Instruments financiers dérivés	560	894
Impact des décalages fiscaux	251	36
Déficits reportables activés		
Autres		
Total	-11 586	-10 943

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1. Obligations contractuelles et autres engagements commerciaux

Engagements financiers donnés sur emprunts

En milliers d'€	2016	2015
Hypothèques maritimes	1 723	1 723
Cautions simplement hypothécaires	62 287	62 287
Hypothèques maritimes et ratios financiers	33 900	33 900
Total	97 910	97 910

Dans le cadre de certains financements, le Groupe a consenti une hypothèque au profit des établissements prêteurs concernés pour garantir le remboursement desdits prêts. Au 31 décembre 2016, bien que le montant total d'hypothèques enregistré auprès des administrations concernées soit indiqué ci-dessus, le montant total pouvant être appelé est limité au capital et les intérêts restant effectivement dû par le groupe, au titre des prêts garantis par ces hypothèques

Emprunts bancaires soumis à des ratios financiers

Voir note 1.13

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Engagements financiers

En milliers d'€	2016	2015
Hypothèques maritimes	1 723	1 723
Cautions simplement hypothécaires	62 287	62 287
Hypothèques maritimes et ratios financiers	33 900	33 900
Autres hypothèques de 1er rang	522	0
Total	98 432	97 910

Fondations des mers australes

Dans le cadre de la création de la « Fondation des mers australes » le Groupe SAPMER a versé 175 K€ sur une durée de 5 ans. Ce montant est cautionné par une banque.

Réunion Ecoex SAS

Le Groupe SAPMER, à la création de la SAS Réunion Ecoex, a participé à hauteur de 140 k€ au capital de cette SAS dont l'objet social est la recherche et développement dans le domaine de l'éco-extraction.

Autres obligations contractuelles

Les autres obligations contractuelles et engagements commerciaux significatifs, non inclus dans le bilan, sont les suivants au 31 décembre 2016 :

en milliers d'€	Total	- de 1 an	de 1 à 5 ans	+ de 5 ans
Autres obligations contractuelles				
Contrats de location simple *	61 433	8 234	30 633	22 567
- Bâtiments	1 090	530	560	0
- Navires	60 343	7 703	30 073	22 567
Paieement des intérêts sur emprunts	11 201	2 862	5 436	2 903
Autres obligations à long terme	0	0	0	0
Total	72 634	11 096	36 069	25 470

* Les contrats de location simple correspondent à la somme actualisée des paiements minimum des engagements de loyers non résiliables.

Autres engagements :

A la connaissance du Groupe, aucun autre engagement hors bilan significatif n'existe à la clôture de l'exercice.



4.2. Résultat net par action

		2016	2015
	Résultat net	12 106	-6 060
Actions Existantes	Moyenne pondérée d'actions ordinaires	3 498 598	3 498 598
	Résultat net par action (en €)	3,46	-1,73
Dilué	Moyenne pondérée d'actions ordinaires	3 498 598	3 498 598
	Résultat net par action (en €)	3,46	-1,73

4.3. Evénements post-clôture

Il n'y a pas d'évènement particulier qui pourrait impacter de façon significative les comptes clos au 31 décembre 2016, ou influencer leur lecture.

4.4. Opérations entre parties liées

Le Groupe est contrôlé par la société SAPMER HOLDING PTE. LTD elle-même détenue à plus de 90% par Jaccar Holdings SA. SAPMER HOLDING PTE. LTD détient au 31 décembre 2016, 90 % des actions de la société SAPMER SA.

Les opérations entre la Société et ses filiales, lesquelles sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas déclarées dans cette note.

Les transactions avec des sociétés détenant des actions SAPMER SA comme SAPMER HOLDING PTE. LTD, ou des sociétés dont certains membres de la direction détiennent une influence significative, sont les suivantes :

En milliers d'€	2016	2015
Compte de résultat		
Prestations de services de support facturés par SAPMER SA		666
Autres produits	30	52
Produits financiers	32	-31
Approvisionnements	0	-89
Loyers	-20	-4 184
Prestations de services de support facturés par des parties liées	-1 200	-51
Charges financières	-109	
Bilan		
Acompte sur immobilisation pour la construction de bateaux		83
Créances clients dues par des parties liées	189	11 339
Comptes courants due par des parties liées	599	288
Dettes fournisseurs dues à des parties liées	367	6 010
Comptes courants due à des parties liées	6 010	10 703

4.5 Rémunération des membres des organes de direction

Aucune rémunération aux principaux dirigeants n'a été versée au cours de l'exercice.

Les dirigeants sont les membres du Comité Opérationnel qui ne compte aucun membre au sein du Groupe durant l'exercice 2016.

4.6 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes se ventilent comme suit:

En milliers d'€	2016	2015
Euraudit, Cabinet Rousseau Consultants - 69 Lyon	35	38
HDM Conseil et Audit - 97 Sainte Clotilde - La Réunion	38	73
Total	73	73

COMPTES CONCLUS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1 Périmètre de consolidation

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est donnée dans le tableau ci-après :

Sociétés	Localisation	% de capital détenu	Méthode de consolidation
SAPMER SA (*)	La Réunion	Mère	intégration globale
LES ARMEMENTS REUNIONNAIS SAS (*)	La Réunion	100%	intégration globale
ARMAS PÊCHE SAS (via SOPARMA) (*)	La Réunion	100%	intégration globale
SOPARMA SAS (*)	La Réunion	100%	intégration globale
ARMEMENT SAPMER DISTRIBUTION SARL (*)	La Réunion	99,6%	intégration globale
SAPMER PREMIUM SEAPRODUCTS (**)	Ile Maurice	100%	intégration globale
TUNA FISHING COMPANY LTD (**)	Seychelles	99%	intégration globale
INDIAN OCEAN SHIP MANAGEMENT SERVICES (**)	Ile Maurice	100%	intégration globale
COMPAGNIE D'ARMEMENT A LA PECHE SAS (**)	La Réunion	100%	intégration globale
MER DES MASCAREIGNES LIMITEE (**)	Ile Maurice	50%	mise en équivalence

* Sociétés intégrées fiscalement

** Nouvel entrant

COMPTES CONSOLIDÉS JOINTS AU RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES